Gouvernement du Canada | Government of Canada **Ministère des Finances Canada** Canada

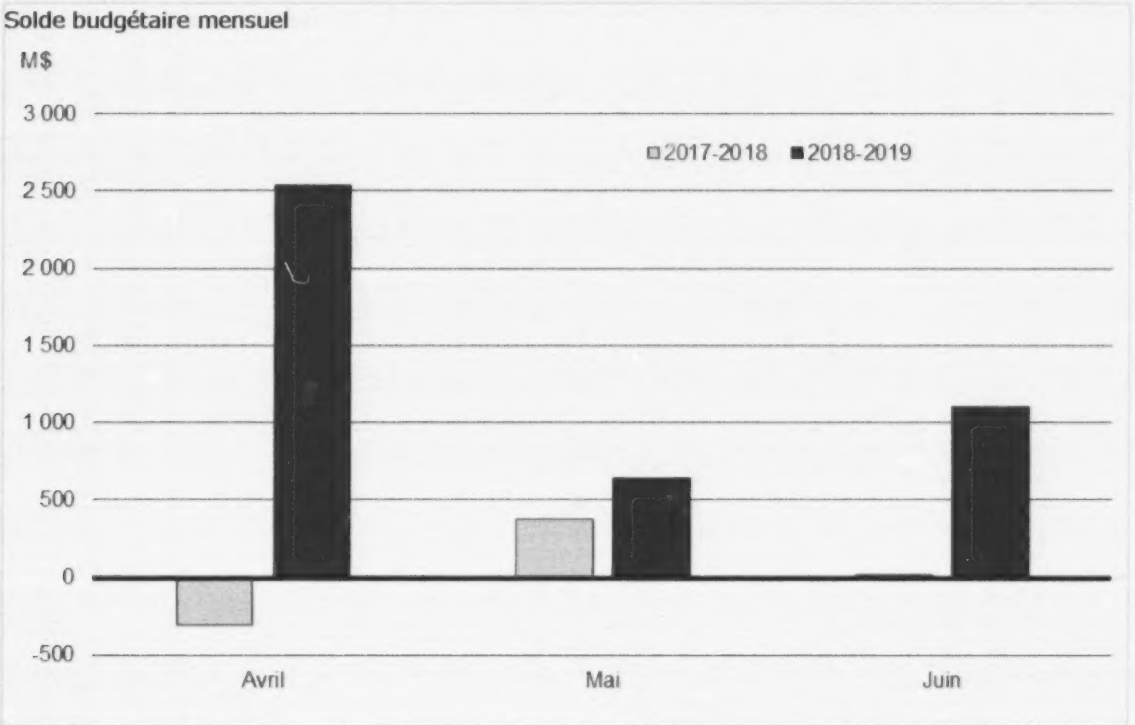
La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juin 2018

Le mois de juin 2018 s'est soldé par un excédent budgétaire de 1,1 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 16 millions en juin 2017. Les revenus ont augmenté de 2,2 milliards (8,6 %) en raison d'une hausse des rentrées d'impôt sur le revenu, des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 0,9 milliard (3,9 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (8,6 %), ce qui s'explique en partie par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Solde budgétaire mensuel

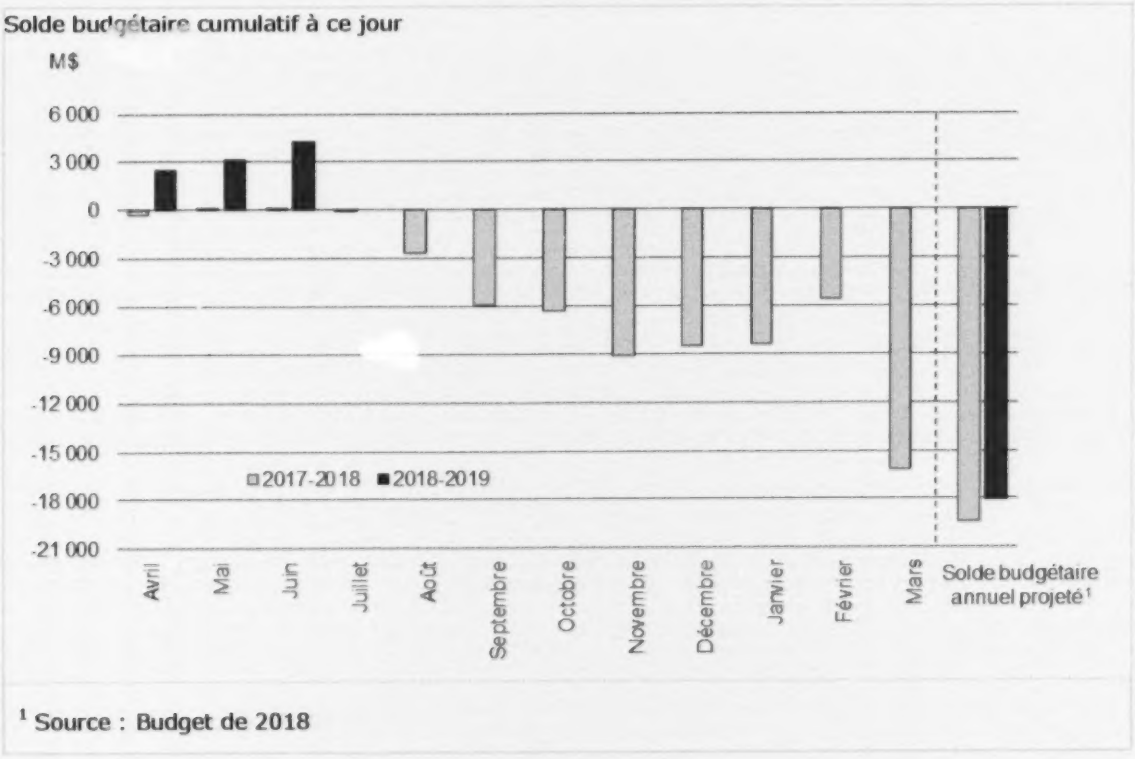


D'avril à juin 2018

Pour la période d'avril à juin de l'exercice 2018-2019, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 4,3 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,1 milliard pour la même période de l'exercice 2017-2018. Les revenus ont augmenté de 6,5 milliards (8,6 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux, des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,6 milliard (2,3 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard (11,1 %), ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Les résultats financiers des trois premiers mois de l'exercice donnent peu d'indications au sujet des perspectives pour l'ensemble de l'exercice. Toutefois, les résultats d'avril à juin 2018 sont conformes dans l'ensemble aux projections budgétaires pour 2018-2019 présentées dans le budget, puisqu'on prévoit une concentration des charges plus tard dans l'exercice, conformément aux tendances observées au cours des exercices antérieurs.

Une mise à jour des perspectives économiques et budgétaires sera présentée dans l'Énoncé économique de l'automne.



[1] Source : Budget de 2018

Tableau 1
État sommaire des opérations
(M$)

	Juin		Avril à juin	
	2017	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Opérations budgétaires				
Revenus	24 977	27 132	75 270	81 774
Charges				
Charges de programmes	-22 924	-23 809	-69 068	-70 688
Frais de la dette publique	-2 037	-2 213	-6 119	-6 800
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	16	1 110	83	4 286
Opérations non budgétaires	-2 271	-8 243	-16 461	-11 181
Ressources ou besoins financiers	-2 255	-7 133	-16 378	-6 895
Variation nette dans les activités de financement	-879	-7 214	21 945	5 909
Variation nette dans l'encaisse	-3 134	-14 347	5 567	-986
Encaisse à la fin de la période			42 469	36 691

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

En juin 2018, les revenus se sont chiffrés à 27,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,2 milliards (8,6 %) comparativement à juin 2017.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (9,4 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (6,0 %).

- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,8 %).

Pour la période d'avril à juin de l'exercice 2018-2019, les revenus ont totalisé 81,8 milliards de dollars, soit une hausse de 6,5 milliards (8,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 6,1 milliards de dollars (10,0 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu et des revenus tirés de la taxe sur les produits et services.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (5,4 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 23 millions de dollars (0,3 %).

Tableau 2
Revenus

	Juin			Avril à juin		
	2017	2018	Variation	2017-2018	2018-2019	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	11 546	12 433	7,7	35 024	37 743	7,8
Sociétés	3 889	5 253	35,1	11 070	13 642	23,2
Non-résidents	498	650	30,5	1 611	2 063	28,1
Total des revenus d'impôt sur le revenu	15 933	18 336	15,1	47 705	53 448	12,0
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 286	2 763	-15,9	9 838	10 132	3,0
Taxes sur l'énergie	361	441	22,2	1 229	1 320	7,4
Droits de douane à l'importation	502	455	-9,4	1 383	1 314	-5,0
Autres taxes et droits d'accise	535	567	6,0	1 465	1 548	5,7

Total des autres taxes et droits	4 684	4 226	-9,8	13 915	14 314	2,9
Total des revenus fiscaux	20 617	22 562	9,4	61 620	67 762	10,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 937	2 054	6,0	6 286	6 625	5,4
Autres revenus	2 423	2 516	3,8	7 364	7 387	0,3
Total des revenus	24 977	27 132	8,6	75 270	81 774	8,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

En juin 2018, les charges de programmes ont totalisé 23,8 milliards de dollars, soit une hausse de 0,9 milliard (3,9 %) comparativement à juin 2017.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,1 milliard de dollars (2,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (4,8 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard (7,7 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard (2,6 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,5 %), en raison surtout des augmentations, prévues par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (5,5 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (9,4 %), principalement en raison de l'augmentation des dépenses d'infrastructure et de la variation du calendrier des transferts.
    - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (3,9 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (8,6 %), en partie en raison de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Pour la période d'avril à juin de 2018-2019, les charges de programmes se sont élevées à 70,7 milliards de dollars, soit une hausse de 1,6 milliard (2,3 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (1,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,6 milliard (5,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard (11,7 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard (3,7 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (3,6 %), en raison principalement des augmentations, prévues par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (2,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 3 millions de dollars (0,0 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (3,7 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (11,1 %), ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Tableau 3
Charges

	June			Avril à juin		
	2017	**2018**	**Variation**	**2017-18**	**2018-19**	**Variation**
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 160	4 361	4,8	12 404	13 024	5,0
Prestations d'assurance-emploi	1 358	1 254	-7,7	4 954	4 373	-11,7
Prestations pour enfants	1 981	2 033	2,6	5 894	6 110	3,7
Total	7 499	7 648	2,0	23 252	23 507	1,1
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 096	3 215	3,8	9 287	9 646	3,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 146	1 180	3,0	3 437	3 540	3,0
Péréquation	1 521	1 580	3,9	4 563	4 740	3,9
Formule de financement des territoires	251	257	2,4	1 429	1 469	2,8
Fonds de la taxe sur l'essence	0	0	s.o.	0	0	s.o.
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	s.o.	0	s.o.	s.o.	17	s.o.
Autres arrangements fiscaux[1]	-397	-416	4,8	-1 189	-1 248	5,0
Total	5 617	5 816	3,5	17 527	18 164	3,6
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	2 816	3 082	9,4	8 483	8 486	0,0

Autres charges de programmes directes	6 992	7 263	3,9	19 806	20 531	3,7
Total des charges de programmes directes	9 808	10 345	5,5	28 289	29 017	2,6
Total des charges de programmes	22 924	23 809	3,9	69 068	70 688	2,3
Frais de la dette publique	2 037	2 213	8,6	6 119	6 800	11,1
Total des charges	24 961	26 022	4,3	75 187	77 488	3,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes; les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; et les paiements aux provinces relativement à la réglementation des valeurs mobilières.

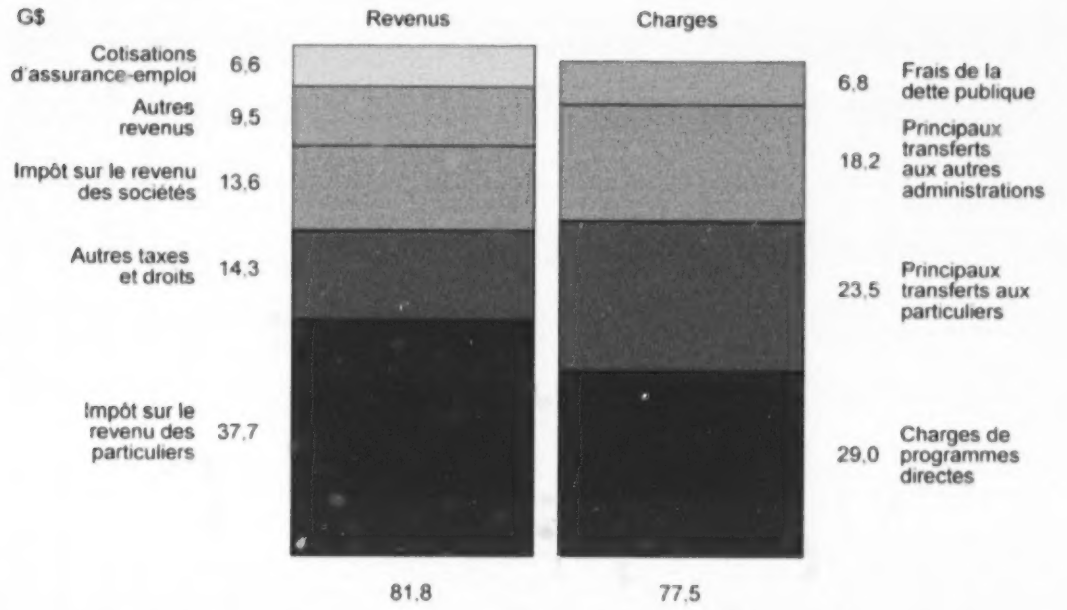
Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4
Total des charges, par article de charges

	Juin			Avril à juin		
	2017	**2018**	**Variation**	**2017-18**	**2018-19**	**Variation**
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert	15 932	16 546	3,9	49 262	50 157	1,8
Autres charges						
Personnel	4 125	4 187	1,5	11 733	12 471	6,3
Transports et communications	231	252	9,1	486	541	11,3
Information	20	15	-25,0	37	40	8,1
Services professionnels et spéciaux	784	853	8,8	1 634	1 715	5,0
Location	163	201	23,3	735	782	6,4
Réparation et entretien	196	231	17,9	382	411	7,6
Services publics, fournitures et approvisionnements	210	199	-5,2	514	510	-0,8
Autres subventions et charges	865	934	8,0	3 048	2 831	-7,1
Amortissement des immobilisations corporelles	385	374	-2,9	1 209	1 196	-1,1
Perte nette sur cession de biens	13	17	30,8	28	34	21,4
Total des autres charges	6 992	7 263	3,9	19 806	20 531	3,7
Total des charges de programmes	22 924	23 809	3,9	69 068	70 688	2,3
Frais de la dette publique	2 037	2 213	8,6	6 119	6 800	11,1
Total des charges	24 961	26 022	4,3	75 187	77 488	3,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Revenus et charges (d'avril à juin 2018)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 6,9 milliards de dollars d'avril à juin 2018

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 4,3 milliards de dollars et des besoins de 11,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin 2018 s'est soldée par des besoins financiers de 6,9 milliards, comparativement à des besoins financiers de 16,4 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
(M$)

	Juin		Avril à juin	
	2017	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	16	1 110	83	4 286
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-11 028	-5 523	-18 916	-10 147
Régimes de retraite, autres prestations futures et autres passifs	302	667	535	1 457
Comptes d'opérations de change	5 022	-2 774	-60	-316
Prêts, placements et avances	3 401	-602	1 615	-2 387
Actifs non financiers	32	-11	365	212
Total des opérations non budgétaires	-2 271	-8 243	-16 461	-11 181
Ressources ou besoins financiers	-2 255	-7 133	-16 378	-6 895

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 5,9 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 6,9 milliards de dollars en réduisant ses soldes de trésorerie de 1,0 milliard et en augmentant la dette non échue de 5,9 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de juin 2018, les soldes de trésorerie s'élevaient à 36,7 milliards de dollars, soit 5,8 milliards de moins qu'à la fin de juin 2017.

Tableau 6
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement (M$)

	Juin		Avril à juin	
	2017	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Ressources ou besoins financiers	-2 255	-7 133	-16 378	-6 895
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-10	-4 059	9 703	-2 109
Bons du Trésor	3 400	-4 600	13 800	8 600
Titres au détail	71	-29	-75	-114
Total	3 461	-8 688	23 428	6 377
Emprunts en devises	-855	706	32	523
Total	2 606	-7 982	23 460	6 900
Réévaluation de swaps de devises	-3 167	846	-1 035	-367
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-267	-32	-375	-520
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-51	-46	-105	-104
Variation nette dans les activités de financement	-879	-7 214	21 945	5 909
Variation dans l'encaisse	-3 134	-14 347	5 567	-986
Trésorerie à la fin de l'exercice			42 469	36 691

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats qui sont déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada maintenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux mêmes politiques comptables que celles servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers qui sont présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition du mois de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars qui sont présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs sont publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels et intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et des ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi habilitante reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* publiée chaque mois, à la suite de la mise au point et de la publication des résultats financiers du gouvernement pour l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Août 2018

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2018)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134